

AFFAIRE SONATRACH-SAFIR

Procès reporté

Suite au double appel interjeté par les accusés, d'un côté, et le ministère public, de l'autre, l'affaire des transactions de «gré à gré» conclues entre le groupe Sonatrach et la co-entreprise algéro-française d'engineering et de réalisation Safir SPA, impliquant les ex-numéros 1 et 2 de la compagnie pétrolière nationale, Meziane Mohamed et Feghouli Abdelhafid, devait être réexaminée dans le fond, hier, par la cour d'Oran.

Après une attente qui a duré toute la matinée et jusqu'en début d'après-midi avec pas moins d'une soixantaine d'affaires traitées en appel, les avocats des accusés dans l'affaire Sonatrach/Safir ont exprimé au président de la cour «leurs interrogations» quant à la programmation effective ou non de l'affaire en question.

Après une pause de cinq minutes, l'audience a repris à 15 heures avec le dossier dit de Sonatrach. Après l'appel d'usage des accusés qui ont tous répondu présents, ainsi que leur défense, le juge a demandé si la requête de reporter le procès émanait de tous les avocats de la défense, ce à quoi ils ont répondu par l'affirmatif. Ainsi le procès en appel a été reporté au 23 novembre 2011.

Selon les avocats de la défense, cette demande de report est tout à fait justifiée en raison de l'heure tardive de sa programmation. Dès lors, il était plus judicieux

de demander son report, en espérant qu'elle sera programmée la prochaine fois parmi les premières affaires de la matinée, en raison de son importance et du temps que nécessitera le réexamen dans le fond du dossier, nous diront des avocats de la défense.

Pour leur part, les deux ex-numéro 1 et 2 de la compagnie pétrolière, qui étaient chacun de son côté, se disaient disent sereins, en déclarant qu'«après la difficulté viendra la délivrance». Quant aux autres accusés dans cette affaire, tous auraient préféré voir le procès en appel se dérouler pour pouvoir enfin retrouver une vie «normale» et régler leurs situations professionnelles vis-à-vis de l'employeur. «Seuls l'aboutissement de ce procès en appel et un jugement définitif nous permettront de penser à l'avenir», diront-ils.

Jugé en première instance par le pôle pénal spécialisé d'Oran, au mois de mai dernier, Meziane



L'affaire des transactions de gré à gré implique les ex-numéros 1 et 2 de Sonatrach.

Mohamed, l'ex-P-dg de la compagnie pétrolière nationale, a été condamné à deux ans de prison dont un an ferme. Le vice-président du groupe et P-dg de la filiale activité aval à la période des faits, Feghouli Abdelhafid, avait écopé d'un an de prison dont quatre mois fermes, au même titre que les trois autres accusés : Benamar Touati (P-dg de la filiale Sonatrach : Cogiz), Henni Mekki (DG des

études et du développement de Sonatrach), Nechnech Tidjini (DG de la co-entreprise algéro-française Safir).

Ces peines étaient assorties d'amendes, 500 000 DA pour Meziane Mohamed, 200 000 DA pour les quatre autres. En vertu de ces décisions, ils (à l'exception de Meziane Mohamed qui était en liberté provisoire depuis le déclenchement de la procédure) ont pu

quitter la prison le jour même, ayant déjà purgé leur peine.

Au cœur de l'affaire, un marché de réalisation d'un complexe de stockage d'azote composé de deux stations, une à Arzew d'une capacité de 1,5 million de litres (10 bacs de 150 m³ chacune), l'autre à Ouargla, d'une capacité de 600 000 litres (4 bacs), d'un coût global de près de 680 millions de DA. Il est reproché aux gestionnaires de ce projet de l'avoir scindé en deux tranches, octroyé la première à la compagnie India Inox par voie d'appel d'offres et la deuxième à Safir (co-entreprise algéro-française spécialisée en engineering et réalisation) par la formule du gré à gré.

Le lot II relatif à l'étude et la réalisation du complexe d'azote a été confié par Sonatrach, via sa filiale Cogiz spécialisée dans la commercialisation des gaz (principalement l'azote et l'hélium), à Safir par gré à gré, quatre mois avant d'avoir le «OK» de l'état-major du groupe Sonatrach, représenté par son P-dg Meziane Mohamed.

Ainsi les accusés devront comparaître de nouveau et répondre des mêmes chefs d'inculpation en date du 23 novembre 2011 au niveau de la cour d'Oran.

Amel Bentolba

NON-APPLICATION DU STATUT DU CHAHID Khaled Bounedjma accuse

Khaled Bounedjma a au moins une certitude : il est persuadé que les enfants de chouhada font l'objet d'un acharnement qui ne dit pas son nom.

Le secrétaire général de l'Organisation nationale des enfants de chouhada en veut pour preuve l'impossibilité des ses adhérents de bénéficier de la licence d'importation des véhicules en dépit d'une disposition de loi leur permettant d'en être bénéficiaires.

Est-ce une raison suffisante pour crier au complot ? Visiblement oui de l'avis de Bounedjma qui jure que «les enfants de chouhada sont en ébullition et sont prêts à sortir dans la rue à tout moment».

Lors de sa conférence de presse tenue hier, il a tenu des propos plutôt ambigus sur les parties qu'il accuse.

Tantôt il considérait que le blocage venait du Premier ministre avant de laisser entendre que c'est le premier magistrat du pays qui serait à l'origine de la non-application des textes concernant les enfants de chouhada.

«Qui est contre les enfants de chahids ? Qui nous bloque ? Si c'est Ouyahia pourquoi le fait-il ? Si c'est Bouteflika qui a un problème avec nous, nous sommes prêts à l'affronter, on peut aller jusqu'à emmener nos troupes devant la présidence», s'est-il longuement interrogé avant d'aborder le sujet de la politique étrangère de l'Algérie qui, visiblement, n'est pas du tout de son goût.

Bounedjma qualifie d'humiliation les propos du chef de la diplomatie française qui estimait que la position algérienne vis-à-vis de la Libye était ambiguë.

Il dit ne pas comprendre comment l'Algérie accepte un tel traitement d'un côté, offrant son marché aux entreprises françaises d'un autre.

N. I.

RÉFORMES POLITIQUES ANNONCÉES

Un simple vernissage de lois, estime Menasra

Le Front national du changement (FNC) s'affiche extrêmement déçu par ce que l'annonce, en avril dernier, de réformes politiques connaît comme traduction sur le terrain. Abdelmadjid Menasra, le vice-président du parti, a estimé hier, lors d'une conférence de presse à l'hôtel Essafir, qu'au lieu de réformes, le pouvoir s'est suffi d'une opération de vernissage des lois.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Trop peu pour recueillir donc l'assentiment de ce nouveau parti islamiste en attente d'agrément mais qui dispose néanmoins d'une entité parlementaire au niveau de l'Assemblée populaire nationale. A commencer par le projet de loi sur les partis politiques que Menasra a jugé encore plus restrictif des libertés d'entreprises partisanes que la loi de 1989 qui a institué le multipartisme.

«La loi de 1989 est en avance par rapport à ce projet de loi sur les partis politiques, tant est que la loi 1989 consacrait le système déclaratif», a-t-il affirmé, dénonçant au passage «la mentalité partisane qui a prévalu dans l'élaboration de ce projet de loi».

Le propos-ci du vice-président du FNC renvoie à l'Alliance présidentielle, constituée du FLN, RND et MSP qui, a-t-il dit, a toujours peur de l'émergence d'une nouvelle classe politique et, donc, de la concurrence.

Menasra, qui, lassé de guerroyer à l'intérieur du MSP, a fini par courir une nouvelle aventure partisane, a considéré encore que le projet de loi sur les partis politiques a maintenu en l'état tous les pores par qui s'opéraient jusque-là les fraudes électorales.

Projet élaboré dans l'urgence et dans un esprit maladivement partisan, la nouvelle loi sur les partis politiques n'est pas pour promouvoir la compétition loyale.

Le Front national du changement le dit assez clairement, chagriné qu'il est que ses propositions transmises en juin dernier au ministère de l'Intérieur n'aient pas été prises en considération.

Non seulement le système déclaratif n'a pas été retenu pour la création des partis politiques mais, pis encore, a fait remarquer Menasra, le ministère de l'Intérieur s'arroge le droit régalien de suspendre les activités d'un parti durant



Abdelmadjid Menasra.

une année. «C'est un véritable danger, c'est la porte ouverte à l'arbitraire.»

Comme pour le projet de loi sur les partis politiques, Menasra n'applaudit pas à l'instauration préconisée de l'obligation d'intégrer des femmes à raison du tiers dans les listes électorales.

«Si le gouvernement était animé d'une volonté sincère de promouvoir la femme en politique, il aurait commencé par instituer les quotas en son sein et dans le corps diplomatique.» Remarque pertinente.

S'agissant de l'ouverture de l'audiovisuel, dont le prin-

cipe a été annoncé en fanfare, l'appréciation de Menasra n'est guère distincte. «Le pouvoir veut gagner du temps. Sinon pourquoi n'a-t-il pas élaboré la loi spécifique relative à l'audiovisuel en même temps que la loi sur l'information ?», s'est-il interrogé.

Menasra déplore-t-il la dispersion des rangs islamistes ? Aucunement. La multiplication de partis de la mouvance permettra, a-t-il jugé, l'émergence de nouvelles figures, pour peu que le jeu politique se pratique à la loyale.

S. A. I.